

Unité départementale du Val-de-Marne
12-14 rue des Archives
94000 Créteil

Créteil, le 20/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FRANCILIANE

28 AVENUE GUYNEMER
94600 Choisy-le-Roi

Références : DRIAT-IF/UD94/SRIC/PRAU/2025/FM/N°281GR
Code AIOT : 0006506487

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2025 dans l'établissement FRANCILIANE implanté 28 AVENUE GUYNEMER 94600 Choisy-le-Roi. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection s'est produite lors d'un exercice Plan d'opération interne planifié par l'exploitant et fait de plus part de l'analyse de l'inspection des installations classées sur les mesures prises par l'exploitant pour se conformer aux obligations relatives aux 1^{ers} prélèvements environnementaux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANCILIANE
- 28 AVENUE GUYNEMER 94600 Choisy-le-Roi
- Code AIOT : 0006506487
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Franciliane exploite, pour le compte du Syndicat des Eaux d'Île-de-France (SEDIF) qui en est propriétaire, l'usine de production d'eau potable de Choisy-le-Roi.

L'usine Edmond Pépin dont l'implantation date de 1868, est située sur la rive gauche de la Seine, à 8 km en amont de Paris. La superficie du site est de 16 ha.

La moyenne de production est de 320 000 m³/j avec une capacité en double filtration de 600 000 m³/j.

Franciliane a succédé à Veolia Eau Ile-de-France depuis le 01/01/2025. Un changement d'exploitant ICPE est en cours (Franciliane -> SEDIF) mais n'est pas acté.

La filière de traitement comporte à ce jour les grandes étapes suivantes :

- la clarification correspondant pour l'essentiel à la première partie du traitement, depuis la prise d'eau en Seine jusqu'à la sortie des filtres à sables,
- l'ozonation, la désinfection UV et la filtration biologique sur charbon actif en grains (traitement bactéricide et virucide, réduction des saveurs, des odeurs, des couleurs, dégradation et rétention des micro-polluants organiques),
- la chloration finale destinée à la désinfection de l'eau potable en fin de traitement en vue d'éviter le développement de bactéries dans le réseau de distribution. Depuis 1995, cette désinfection est réalisée par injection d'hypochlorite de sodium produit par électrochloration. Cette désinfection peut être complétée (secours ou appoint) par une chloration à l'eau de Javel (eau de Javel « commerciale »).

Un projet de traitement par filière membranaire haute performance visant à améliorer la qualité de l'eau produite et réduire l'injection de chlore concerne actuellement l'établissement.

Le site relève du régime de l'autorisation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). La caractérisation de ces activités confère à l'établissement le statut d'établissement Seveso seuil bas par la règle des cumuls et d'établissement relevant de la directive IED. Il est classé selon les rubriques suivantes :

- 1630-1 [A] : Emploi ou stockage de lessives de soude ou de potasse caustique
- 3420-c [A] : Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques
- 4001 [A] : Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux
- 1185-2.b [D] : Gaz à effet de serre fluoré ou substance appauvrissant la couche d'ozone - équipements d'extinction
- 2910-A.2 [DC] : Combustion
- 4510-2 [DC] : Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1
- 4741-2 [DC] : mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] [...]

Les installations sont notamment réglementées par :

- l'arrêté préfectoral n°2019/01031 du 04/04/2019 ;
- l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées Seveso ;
- l'arrêté ministériel du 04/11/24 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation [...] [NOR : TECP2427927A] ;
- l'arrêté ministériel du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 [NOR : DEVP1402942A].

Thèmes de l'inspection :

- Plan d'opération interne
- AN25 Prélèvements environnementaux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
5	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant 1 observation	3 mois
6	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exercice POI	AP Complémentaire du 04/04/2019, article 10.71.	6 observations
2	Plan d'Opération Interne	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
3	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
7	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exercice POI s'est déroulé dans des conditions satisfaisantes. L'inspection formalise plusieurs observations afin de proposer à l'exploitant des axes d'améliorations.

L'inspection considère que la réponse de l'exploitant concernant l'efficacité des mesures de protection des silos contenant du charbon actif par aspersion externe d'eau n'est pas complète, et enjoint l'exploitant d'y remédier.

Concernant les premiers prélèvements environnementaux en cas de sinistre, l'exploitant n'a pas fourni le contrat en cours de validité et le plan d'opération interne nécessite d'être complété afin de faire apparaître les informations réglementaires nécessaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exercice POI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/04/2019, article 10.71.
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'organisation des secours
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan d'organisation des secours (POS) sur la base des risques et moyens

<p>d'intervention nécessaires analysés dans le cadre de l'étude de dangers de l'établissement.</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des opérations internes.</p> <p>Il met en œuvre les moyens en personnel et matériels nécessaires au déclenchement sans retard du POS.</p> <p>Le plan d'organisation des secours prend en compte les différents scénarios et phénomènes dangereux mis en évidence dans l'étude de dangers révisée référencée 170EN1D1-41-Ref.hsedm/01/041 - Sept 2017 - Version 4.1.</p> <p>Le plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p> <p>Un exemplaire du POS est disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.</p> <p>L'exploitant prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'organisation d'exercices périodiques (au moins annuel) du dispositif et/ou des moyens d'intervention, - la formation du personnel intervenant, - l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations, - la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers, - la mise à jour systématique du plan d'organisation des secours en fonction des actualités de l'établissement et des améliorations décidées. [...] <p>Constats :</p> <p>L'exercice a pu être réalisé dans les conditions prévues. Le schéma d'alerte a permis le déclenchement rapide des moyens d'intervention interne et l'alerte aux secours extérieurs.</p> <p>Un retour d'expérience à chaud a été réalisé conjointement entre les pompiers, l'exploitant, et l'inspection des installations classées et a conduit l'inspection à formuler 6 observations.</p> <p>Ces observations sont détaillées en annexe du présent rapport.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Plan d'Opération Interne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Existence du POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement dispose d'un « Plan d'organisation des Secours » (POS). Il est établi en application des dispositions de l'article 10.71 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/04/2019.</p> <p>Le document peut être considéré comme le plan d'opération interne prévu par l'article R.181-54 du code de l'environnement et soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26/05/2014.</p> <p>Le document a été mis à jour le 01/01/2025, afin de prendre en compte le changement d'exploitant (VEDIF → Franciliane) et intégrer les dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : [...] le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. [...]
Constats : L'exploitant réalise des exercices annuellement. Le POI a été mis récemment à jour (01/01/2025). L'inspection des installations classées est régulièrement invitée aux exercices et est destinataire des compte-rendus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : « Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;[...] »
Constats : La fiche 3.1.2 « Prélèvements environnementaux en cas de situation accidentelle et modalité d'alerte d'astreinte » du POS liste les composés à rechercher en fonction du milieu concerné : <ul style="list-style-type: none">• pour l'air : SO₂ et chlore• Pour l'eau : hypochlorite de sodium (javel), AOX, THM et chlorures. L'analyse se fonde sur deux scénarios de l'étude de dangers : <ul style="list-style-type: none">• Scénario 1 : Mélange accidentel de deux produits incompatibles chimiquement entre eux - mise en contact par erreur de dépotage ;• Scénario 2 : Déversement de javel suite rupture de cuve et défaut de confinement. Le document n'établit pas spécifiquement les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis. Non-conformité 1: Contrairement aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014, le plan d'opération interne de l'établissement dénommé « POS » ne précise pas les raisons pour lesquelles les substances à rechercher et les milieux concernés dans le cadre des premiers prélèvements environnementaux ont été choisis.

En l'occurrence, il s'agit notamment de préciser en quoi la détermination de ces couples est pertinente au regard des impacts attendus sur les biens, personnes et l'environnement, en cas d'accident.

Compte-tenu de la proximité d'un enjeu « Eau » important (la Seine) et de la densité de population située aux alentours de l'établissement, **l'inspection recommande d'étendre l'analyse aux conséquences prévisibles de tout accident, et non pas uniquement aux conséquences des seuls accidents majeurs identifiés par l'étude de dangers.**

Les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie doivent être pris en compte et intégrés au POI à l'occasion de toute mise à jour de l'étude de dangers de l'établissement effectuée postérieurement au 1^{er} janvier 2023, conformément aux dispositions de l'annexe III et de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014.

Le cas échéant, l'exploitant peut se référer, s'il existe, à un guide méthodologique professionnel reconnu par le ministre chargé des installations classées pouvant préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.

L'exploitant a intégré cette liste dans la version du POS remise à l'inspection (« Annexe 2 - Élaboration de la liste des produits de décomposition »), mais plusieurs substances qui y apparaissent ne sont pas reprises dans la fiche 3.1.2 précitée, cf. la copie d'écran partielle suivante :

Hiérarchisation des émissions

Hiérarchisation globale des émissions de produits de décomposition					
Niveau d'émission	SC1- Incendie du bâtiment de production et stockage d'hypochlorite de sodium (dispersion de gaz toxique sous l'effet des flux thermiques)	SC2-Incendie du bâtiment de stockage bisulfite	SC3-Incendie du bâtiment de stockage soude	SC4-Incendie du bâtiment de stockage produits chimiques (Acide sulfurique et coagulant)	SC5-Incendie des panneaux photovoltaïques
Emission Faible	-	-	-	-	-
Emission Modérée	-	-	-	-	HBr, HF, HAPs
Emission Moyenne	-	-	-	-	CO, HCl, SO ₂ , HCN, NO _x , métaux, poussières, aldéhydes
Emission Significative	HCl	SO ₂	SO ₂	HCl, SO ₂	CO ₂ , COVs, Dioxines, furanes et PCB
Emission Forte	-	-	-	-	-

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; [...] <p>L'exploitant justifie de la disponibilité [...] des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Franciliane indique avoir contractualisé les obligations correspondantes auprès d'un bureau de contrôle.</p> <p>Le POI de l'établissement nommé POS précise les modalités d'alerte de l'astreinte de la société retenue, et les opérations prévues pendant le sinistre (début d'intervention, pendant l'intervention, après l'intervention).</p> <p>Il comprend également la localisation préférentielle des points de prélèvement (pour les deux matrices retenues : air et eau).</p> <p>Toutefois, il ne comprend pas d'information concernant la stratégie de prélèvement (équipements, protocole de prélèvement associé par substance et milieu, cohérence du délai d'intervention, etc.)</p> <p>Non-conformité 2 : contrairement aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014, le plan d'opération interne ne précise pas les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux, et ne justifie pas de la disponibilité de ces équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité (compatibilité avec la cinétique de développement des phénomènes dangereux).</p> <p>L'exploitant a joint le document visant à démontrer la contractualisation avec le bureau de contrôle retenu.</p> <p>Celui-ci amène le commentaire suivant :</p> <ul style="list-style-type: none">- il s'agit d'une proposition commerciale, non signée par le client Franciliane [n°Devis/Affaire : 2501EN1D2000109 (Rev0)] ;- l'adresse d'intervention est erronée, il s'agit de l'adresse du siège de Franciliane à Puteaux. Le document fait toutefois bien référence aux deux sites franciliens, à savoir à Choisy le Roi et Noisy/Neuilly ;

<ul style="list-style-type: none"> - le document comprend, en ce qui concerne les moyens et méthodes de prélèvements, des informations techniques génériques vraisemblablement proposés par le bureau de contrôle pour l'ensemble de ces agences disséminées sur le territoire, pour l'ensemble des paramètres pouvant être pris en charge lors de la prestation, et par conséquent, non réduites aux spécificités du site Franciliane de Choisy-le-Roi ; - en ce qui concerne les principaux engagements du prestataire concernant la cinétique d'intervention, le document fait notamment apparaître les mentions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> * Mise en place d'une astreinte 24 h/24, 365 j par an, d'intervenants qualifiés ; * Intervention suite à déclenchement de l'alerte dans un délai de 1 à 4 h maximum (cas général : sites industriels situés à moins de 200 km de l'agence) et 3 à 6 h sur les sites les plus éloignés (sites industriels situés à plus de 250 km), * Mise en analyse par un laboratoire spécialisé des échantillons prélevés, * Fourniture des résultats bruts sous 2-3 à 10 j et rapport complet final sous 21 jours maximum <p>Observation 1 : le document remis par l'exploitant visant à démontrer la contractualisation d'une prestation externe, ne peut pas être retenu comme justificatif par l'Inspection du fait de l'absence de signature des parties.</p> <p>Par ailleurs, il ne prévoit pas explicitement la compatibilité de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais en adéquation avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux du site de Choisy Le Roi.</p> <ul style="list-style-type: none"> - le devis intègre également la prestation relative à la <i>disponibilité, la maintenance et le suivi des supports et moyens matériels propriétés du bureau de contrôle.</i> - le document ne comprend aucun élément permettant de justifier que l'agence retenue dispose des agréments ou habilitations nécessaires à la réalisation de la prestation selon les standards de qualité retenus. Cette observation vaut également pour les éventuels laboratoires d'analyses externes susceptibles d'être sollicités lors d'une intervention (Cf. fiche de constat suivante).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes [...] dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve [...] que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ; [...]</p>
Constats :

<p>Le devis remis par l'exploitant de contractualisation avec le bureau de contrôle retenu pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux ne comprend aucun élément permettant de justifier que l'agence du bureau de contrôle retenue dispose effectivement des agréments ou habilitations nécessaires à la réalisation de la prestation selon les standards de qualité définis. Cette observation vaut également pour les éventuels laboratoires d'analyses externes susceptibles d'être sollicités lors d'une intervention, qui doivent disposer, s'il existe pour le couple substance/matrice recherché, de l'agrément nécessaire.</p> <p>Non-conformité 3 : le plan d'opération interne ne précise pas la compétence des personnels ou organismes habilités à mettre en œuvre les équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</p> <p>L'exploitant, en l'absence de mise à disposition d'un contrat signé, ne peut justifier de la disponibilité effective des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité, et notamment leurs compatibilités aux cinétiques de développement des phénomènes dangereux.</p>
<p><u>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</u></p> <p>En synthèse des points de contrôle n°4, 5 et 6 du présent rapport, le plan d'opération interne doit préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les raisons pour lesquelles les substances à rechercher et les milieux concernés dans le cadre des premiers prélèvements environnementaux ont été choisis. <p>Le cas échéant, l'exploitant devra justifier de l'absence de recherche des produits de décompositions susceptibles d'être émis en cas d'incendie.</p> <ul style="list-style-type: none"> - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les éléments pertinents relatifs à la qualification des personnels ou organismes en charge de ces mesures (prélèvements et analyses). <p>Il convient en l'espèce que l'exploitant s'assure que le document contractuel signé avec le bureau de contrôle, tenu à la disposition de l'inspection des installations, soit en cours de validité, et complété le cas échéant par tout élément pertinent permettant de démontrer la conformité du prestataire retenu aux dispositions qui concernent la compétence des intervenants (y compris les organismes tiers tels que les laboratoires d'analyses) ainsi que l'adéquation des délais de réalisation par rapport à la cinétique de développement des phénomènes dangereux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Liste des produits de décomposition

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme mentionné au point de contrôle n°4, L'exploitant a intégré cette exigence dans la version du POS remise à l'inspection (« Annexe 2 - Élaboration de la liste des produits de décomposition</p>

»).

L'inspection note que les produits de décompositions identifiés n'ont pas été intégrés dans les substances à rechercher lors des premiers prélèvements environnementaux, ceci sans justification associée. L'inspection considère qu'il est pertinent, a contrario, de les inclure.

Le contrôle a porté sur la présence de la liste, et n'a pas fait l'objet d'un examen approfondi portant notamment sur l'identification des substances et le respect de la déclinaison du guide professionnel retenu pour son élaboration.

Type de suites proposées : Sans suite

ANNEXE

Informations complémentaires concernant l'exercice POI et le traitement des demandes précédentes de l'inspection en ce qui concerne les exercices POI (Fiche de constat n°1)

1) Scénarisation initiale de l'exercice

Synopsis

Le scénario retenu de l'exercice POI 2025 est le suivant :

POI 2025	incendie sur un poste de transformation électrique alimentant l'installation d'électrochloration.
----------	---

Les exercices POI antérieurs étaient basés sur les scénarios suivants :

Année	Exercice POI
2019	Simulation d'incendie sur le camion poids lourd lors d'un dépotage d'hypochlorite de sodium
2020	Simulation d'incendie sur un camion citerne lors d'un dépotage d'hypochlorite de sodium
2021	Présence d'un résiduel d'ozone au niveau des ozoneurs occasionnant deux blessées
2022	Départ d'un incendie en galerie technique, occasionnant un accident de personne
2023	Échauffement incontrôlé d'un silo de Charbon Actif en Poudre
2024	Accident de camion percutant les bouteilles de chlore

Le démarrage de l'exercice prévoyait les simulations suivantes :

Au cours d'une maintenance de routine, deux électriciens consignent le transformateur n°2 au sein du bâtiment d'électrochloration. Lors des opérations, il y a déclenchement automatique de l'alarme incendie, de la fumée se dégageant du bâtiment.

L'un des opérateurs perd connaissance. Le second prévient le poste de commande avant de perdre également connaissance. Les informations sur le lieu et l'origine ne sont pas énoncées par l'opérateur lors de l'appel.

Le démarrage a été effectué conformément à l'attendu.

L'exercice a mobilisé :

- les équipes de l'exploitant Franciliane,
- les secours extérieurs (Brigade des Sapeurs Pompiers de Paris ; BSPP), en effectif limité (une équipe d'intervention et le matériel associé).

2) Main courante de l'exercice – relevés par les inspecteurs-observateurs

Heure	Évènement / Commentaire
10:18	Début exercice
10:22	(PC) Une alarme incendie remonte au poste de commande. (PC/terrain) L'évènement est confirmé par l'appel téléphonique de l'électricien avant perte de

Heure	Évènement / Commentaire
	connaissance. Le responsable d'exploitation envisage d'effectuer une levée de doute.
10:24	(PC) Le responsable d'exploitation distribue des moyens de communication (talkie-walkie) à l'équipe présente au poste de commande. Le responsable d'exploitation quitte les lieux pour effectuer la levée de doute.
10:26	(terrain) Par convention d'exercice, l'alarme incendie est stoppée
10:27	(terrain) Confirmation d'incendie par le responsable d'exploitation en charge de la levée de doute, arrivée sur place, auprès du poste de commande par téléphone. Il constate de la fumée et la présence de deux victimes non identifiées à terre.
10:28	(terrain) Le responsable d'exploitation demande le déclenchement du POI et requiert l'appel aux services de secours. Il indique également une situation de crise nécessitant un appel astreinte. (PC) L'appel au pompier est réalisé par le poste de commande.
10:30	(PC) Le poste de commande avertit le poste de garde de l'arrivée des pompiers. Il précise envoyer un agent pour accompagner ceux-ci sur les lieux du sinistre dès leurs arrivées.
10:31:00	(terrain) Un deuxième opérateur arrive sur place avec la mallette d'intervention. Utilisation des chasubles vertes « chef d'intervention » par le responsable d'exploitation resté sur place et l'opérateur.
10:32:00	(PC) L'écran diffusant des images de vidéosurveillance au poste de commande permettent de voir l'arrivée des pompiers à l'entrée principale du site. L'opérateur en véhicule chargé de les accompagner sur les lieux du sinistre leur indique le chemin à suivre en démarrant immédiatement. Un opérateur au poste de commande remplit la fiche « accident de personne » du POI.
10:33:00	(terrain) Arrivée des pompiers sur le lieu de l'incident, accompagnés par l'opérateur Franciliane en charge de les guider. L'accueil des pompiers est ensuite assuré par le responsable d'exploitation. Point de situation à proximité du sinistre : – départ de feu dans l'unité électrochloration, au niveau d'un transformateur, 2 victimes à terre non identifiées, – L'unité n'est pas en marche, il existe une possibilité de dégagement d'hydrogène si celle-ci était en fonctionnement. – Présence de cuves d'hypochlorite et de soude à proximité directe du bâtiment. Les cuves sont étanches, l'exploitant n'identifie pas de problématique particulière en cas de nécessité de projeter de l'eau dessus pour les refroidir.
10:34:00	(PC) Le responsable d'exploitation indique au poste de commande par téléphone qu'il revient à tous de s'assurer qu'en cas de besoin de coupure électrique, seul le personnel Franciliane est en mesure d'effectuer cette opération. Il confirme au PC l'arrivée des pompiers sur place
10:38:00	(PC/terrain) le responsable d'exploitant requiert l'isolement du site en activant le dispositif d'obturation disposé au rejet n°2 (Les opérations correspondantes sont simulées) (terrain) intervention des pompiers pour dégager les blessés de la zone d'incident Les victimes sont déplacées à proximité du camion de pompier.
10:40:00	(terrain) Point de situation entre le chef des pompiers et le responsable d'exploitation. Potentielle présence d'une zone ATEX. Les pompiers ne se trouvent pas dans une zone sécurisée et sont invités à déplacer leur véhicule. L'exploitant met à disposition des pompiers une grille des risques pouvant concerner l'installation
10:44:00	(terrain) Les pompiers mettent en sécurité les victimes avant de déplacer leurs équipements en

Heure	Évènement / Commentaire
	zone sûre.
10:46:00	(terrain) Repositionnement du camion pompier à l'écart de la zone d'incident, à proximité d'un point d'eau incendie. Établissement d'une lance.
10:53	(salle de crise – POI) Le Directeur des Opérations Internes (DOI) entame la communication externe, notamment auprès de la préfecture.
10:56	(terrain) L'officier BSPP est emmené en salle de crise - POI par un chef d'intervention. (salle de crise – POI) Le DOI s'interroge sur la nécessité de démarrer les 1 ^{ers} prélèvements environnementaux en cas de sinistre. La cellule de crise effectue une analyse de la situation selon les thématiques air/eau : - air : il ne s'agit pas d'un incendie massif, se produisant sur une installation ne présentant pas d'enjeu particulier sur ce critère (émission de fumée et gaz toxique) ; - eau : le dispositif d'obturation est clos, la mesure dans l'environnement et notamment en Seine ne semble pas nécessaire. L'analyse conclue sur la non nécessité d'effectuer ces prélèvements.
11:00	(salle de crise – POI) Point de situation DOI – BSPP. Un bilan sur les opérations de secours à personne et d'extinction est effectué. La protection des cuves pour les préserver d'un échauffement thermique est en cours.
11:09	(salle de crise – POI) Le DOI demande une mesure de température de la surface des réservoirs pour appréhender l'efficacité de la protection par arrosage de la BSPP.
11:14	(terrain) La BSPP lance les opérations d'extinction du foyer.
11:16	(terrain) Les équipes font une évaluation de l'état des réservoirs. Le contrôle de la température par caméra thermique est effectué. Il conclut sur l'absence d'échauffement des cuves. Un examen visuel conclut à l'absence de fissures.
11:18:00	(salle de crise – POI) Le responsable d'exploitation confirme au DOI la réalisation des mesures par caméra thermique. Les mesures sont simulées.
11:20:00	Décision conjointe de fin d'exercice.

3) Constats complémentaires de l'inspection

L'appel à la préfecture, indiqué par l'exploitant a été réalisé, dans les faits, auprès du service risques et installations classées de la DRIEAT, hébergeant les inspecteurs des installations classées, mais qui est une structure distincte de la préfecture du Val-de-Marne. En l'occurrence, aucun service propre à la préfecture en relation avec les situations accidentelles (SIDPC notamment) ou traitant des ICPE (BEPUP), ni le standard, n'a été contacté. Les numéros utiles apparaissent pourtant dans le document « 1.2 – Numéros utiles Préfectures » annexé au POI.

Observation 2 : Il convient que l'exploitant informe en parallèle de l'inspection des installations classées l'autorité administrative que constitue la préfecture du Val-de-Marne.

Par convention d'exercice, le dimensionnement en termes d'effectif « disponible et prêt à jouer » n'a pas permis de mettre en place le « duo » Commandant des opérations de secours (COS, pour la BSPP) / DOI (pour l'exploitant).

Le scénario retenu présentait peu de risque d'engendrer un accident majeur, ce qui est cohérent avec le nombre de joueurs présents.

L'Inspection estime toutefois qu'il serait profitable pour l'ensemble des parties prenantes d'organiser régulièrement un exercice POI impliquant les services de secours extérieurs et visant à

traiter les conséquences d'un accident majeur consécutif à la dispersion de gaz toxique par mélanges accidentels de produits incompatibles, malgré une probabilité d'occurrence de l'évènement extrêmement faible.

Les phénomènes dangereux associés à ces scénarios pourraient présenter, selon les données disponibles contenus dans la dernière version de l'étude de dangers, des zones d'effets dont le rayon maximum du seuil des effets irréversibles peuvent dépasser deux kilomètres, et impliqueraient donc, en termes de gestion de situation de crise, selon les conditions de vent :

- les plans communaux de sauvegarde de certaines communes alentours (Choisy Le Roi au premier chef, mais également Thiais, Créteil, Vitry-sur-Seine, Orly, Villeneuve-Saint-Georges, Villeneuve le Roi, Alfortville) ;
- le cas échéant, la préfecture, par la mise en œuvre du plan ORSEC, le site ne faisant pas l'objet d'un PPI,
- le cas échéant, une sécurisation temporaire et localisée d'axes majeurs de transport (Seine, réseau RATP, réseau SNCF, A86, etc).
- etc.

L'objectif serait de :

- favoriser la sensibilisation et la communication régulière entre acteurs pouvant être impliqués dans un accident majeur, et contribuant à la réponse de sécurité civile, au-delà du binôme BSPP/Franciliane ;
- vérifier l'adéquation de l'organisation interne de Franciliane à un évènement d'une telle ampleur.

Une périodicité triennale pour un exercice « dimensionnant » de ce type, en adéquation avec les dispositions de l'article R. 181-54 du Code de l'environnement, apparaît adaptée.

Observation 3 : l'inspection estime important de planifier et d'organiser des exercices POI « hybrides » impliquant plus largement les acteurs susceptibles de contribuer à la réponse de sécurité civile, en cas d'accident pouvant conduire à l'émission d'un gaz toxique à l'extérieur de l'établissement.

Le pilotage du POI s'est déroulé dans une salle de réunion assez vaste mais ne présentant pas visuellement de dispositifs de protection particuliers visant à permettre la continuité de la gestion de crise par l'exploitant dans cette salle, en cas d'accident majeur pouvant conduire à l'émission d'un gaz toxique. Le plan d'opération interne de l'exploitant ne prévoit pas de dispositions particulières à ce sujet.

Observation 4 : il convient que l'exploitant définisse une organisation, complétée, le cas échéant selon les solutions retenues, par des moyens de protection du personnel, permettant de poursuivre la gestion de crise et les actions essentielles associées en toute circonstance, y compris en cas d'accident majeur pouvant conduire à l'émission d'un gaz toxique.

L'exploitant a considéré une fermeture effective de la vanne de sectionnement pour retenir les eaux susceptibles d'être polluées sans avoir procédé à une vérification terrain. Il s'agissait d'un des critères justifiant la non-mise en œuvre de premiers prélèvements environnementaux dans le milieu. Les organes de sectionnement (ballon obturateur, vanne guillotine, etc.) sont toutefois susceptibles de défaillir dans leurs fonctions, pour plusieurs raisons (absence d'entretien, présence d'un objet s'opposant à la fermeture complète comme des déchets végétaux, autres déchets, etc.)

Observation 5 : l'inspection recommande à l'exploitant de prévoir des vérifications visuelles de l'efficacité des mesures de rétention des eaux d'incendie en cas de sinistre, le cas échéant plusieurs fois jusqu'à évacuation ou traitement des effluents pollués, sous réserve que les conditions de sécurité du personnel en charge de cette opération restent réunies.

4) Observations des intervenants BSPP

Les services de secours extérieurs ont formalisé certaines observations lors du débriefing à chaud :

Le fait d'emmener directement les secours extérieurs sur les lieux du sinistre sans point de situation préalable a conduit, lors de l'exercice, à exposer les pompiers à un danger potentiel. Cela a nécessité une mise en sécurité ultérieure qui trouble le bon déroulé des opérations.

Un point systématique par l'exploitant au moment de l'entrée sur site dans une zone sécurisée, afin de l'informer des risques associés aux installations et de l'état du sinistre, est vivement recommandée.

L'inspection constate que lors de l'exercice 2023 impliquant un point chaud au sein du silo de charbon actif, les circonstances au moment de la première intervention étaient similaires.

Par ailleurs, l'exploitant rappelle qu'une éventuelle coupure électrique de tout ou partie de l'établissement ne peut être ordonnée et/ou réalisée que par du personnel habilité Franciliane, notamment du fait de la structure et de l'alimentation du réseau, comprenant par exemple une double alimentation RTE, des panneaux photovoltaïques et plusieurs dispositifs de secours (groupes électrogènes).

Observation 6 : Dans le cas d'un accident industriel, l'inspection recommande à l'exploitant de sanctuariser un bref moment d'accueil et d'échanges d'informations avec les services de secours extérieurs au moment de leur première arrivée sur place, dans une zone sécurisée. Celui-ci vise notamment à rappeler à la BSPP les particularités de l'établissement concernant la gestion du système électrique et les consignes de sécurité associées, ainsi que les risques auxquels les pompiers peuvent être exposés pendant leurs interventions (explosion, gaz toxique, etc.).

5) Prises en compte par l'exploitant des observations formalisées par l'inspection lors des précédents exercices POI

L'inspection a constaté au moment de l'exercice 2025 la non-prise en compte de l'observation relative à la mise à disposition en salle de gestion de crise d'exemplaires papiers du POI formulée dans le rapport d'inspection du 12 juin 2024 suite à l'exercice POI réalisé le 21/06/2023.

L'exploitant a transmis par courriel complémentaire le plan d'action associé aux précédents exercices.

Le plan d'action concernant l'exercice 2023 ne fait apparaître que 7 observations sur les 9 formulées : les observations liées à la mise à disposition d'exemplaires POI en salle de crise et une amélioration du recensement des personnes évacuées n'y apparaissent pas.

L'action concernant l'évacuation généralisée et la facilitation du pointage du personnel au poste de rassemblement est indiquée « en cours de traitement ».

L'inspection s'était interrogée sur l'efficacité du refroidissement externe des silos par les secours, car la partie basse des silos située dans le local n'est peut-être pas refroidie. Il avait été demandé « d'étudier la proportion du silo non refroidie, les potentiels impacts associés sur l'opération de gestion de l'évènement consistant à asperger par l'extérieur celui-ci, et les parades éventuelles nécessaires. »

L'exploitant indique dans le fichier qu'« environ 13% du volume de chaque silo se trouve dans le local. Le refroidissement à l'eau » sert « essentiellement à refroidir la phase gazeuse dans le silo. » L'analyse n'est pas poussée plus loin, n'est pas étayée par des données techniques (plan de l'installation, guide de bonne pratique d'intervention en cas d'auto-échauffement, etc.). Elle ne permet pas d'évaluer l'impact de la configuration de ces silos sur les opérations de protection

menée par la BSPP, en cas de point chaud situé en fond de silo, et donc au sein du local.

Observation 7 : L'Inspection considère que la réponse n'est pas complète. Il convient d'y remédier.

Le plan d'action concernant l'exercice 2024 indique un traitement des remarques BSPP qui ont été formulées lors du débriefing à chaud.